



HAL
open science

ÉLITES INTELLECTUELLES ET CRISE YOUGOSLAVE

Felipe Hernandez

► **To cite this version:**

Felipe Hernandez. ÉLITES INTELLECTUELLES ET CRISE YOUGOSLAVE. Le Sud-Est européen au XXe siècle, EHESS. Centre d'études byzantines neo-helleniques et sud-est europeennes (CEB), May 2014, Paris, France. hal-01665010v1

HAL Id: hal-01665010

<https://hal.science/hal-01665010v1>

Submitted on 15 Dec 2017 (v1), last revised 22 May 2020 (v2)

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

ÉLITES INTELLECTUELLES ET CRISE YOUGOSLAVE¹

Felipe Hernandez Gonzalez

L'une des spécificités de l'étude du réseau des intellectuels yougoslaves pendant la période de la Yougoslavie socialiste (1945-1991) réside dans le fait que le facteur politique configure l'espace de visibilité sociale dans lequel ces intellectuels agissent. Autrement dit, les élites politiques yougoslave désignent les domaines scientifiques et la façon dont l'histoire, la philosophie, l'art doivent être entendus et étudiés. Cette spécificité nous conduit également à traiter l'élite politique ; celle qui appartient aux sphères du pouvoir (CCLC, CC des Fédérations, entre autres).

L'étude de la Yougoslavie socialiste sous Tito et les transformations internes à partir de la fin des années quatre-vingt exigent une approche se focalisant non seulement sur une seule fraction intellectuelle, mais sur les rapports qui existent entre, d'un côté, les intellectuels et l'État (socialiste ou démocrate), et, d'autre part, les intellectuels et leurs antagonistes. De cela découle une deuxième spécificité : afin d'aborder la problématique des intellectuels, il est nécessaire d'analyser la tradition politique et culturelle des intellectuels croates et slovènes d'un côté, et des intellectuels serbes, bosniennes et monténégrines, d'un autre.

C'est pourquoi il est important de poser deux questions : 1. Quel est l'impact du communisme sur les intellectuels yougoslaves ? Cette question est importante dans le temps du socialisme (1945-1991). 2. Quel est le rôle des intellectuels dans la constitution des nouveaux États issus de la dislocation de la fédération yougoslave ?

Après la Seconde Guerre mondiale, l'élite politique yougoslave a la tâche de faire cohabiter dans le même territoire six fédérations sous le communisme (Serbie, Croatie, Slovénie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, et deux provinces, Kosovo et Voïvodine). Entre 1945 et 1960, la sphère culturelle est l'un des moyens d'unification nationale, dont les intellectuels jouent le rôle de constructeurs du « vrai socialisme », c'est-à-dire, le socialisme autogestionnaire, en opposition au système socialiste soviétique.

Dans cette période, les phénomènes sociaux répondent à la bipolarité de ce qui est « correct » ou « incorrect » pour les élites politiques. Dans ce contexte, il y a donc une simplification de la science, de la culture, de l'art et des sciences sociales, et aussi du rôle des intellectuels. Le savoir se produit dans un espace de réflexion étroit, monodimensionnel et politisé. L'élite politique est la tête savante, directrice de la production de la connaissance. En

¹ Docteur en Histoire et Civilisations. EHESS, Paris. Courriel : hernandezg.felipe@gmail.com. Communication présentée lors de la journée doctorale : « Le Sud-Est européen au XXe siècle », organisée à l'EHESS, le 5 mai, 2014. Centre d'études byzantines néo-helléniques et sud-est européennes (CEB).

effet, un grand nombre des intellectuels de la période post-guerre appartient au Parti, elle est soutenue par la classe politique.

Entre 1945 et 1960, l'élite politique et intellectuelle se présente comme une seule entité, fusionnée pour garantir la cohésion sociale. Le rôle des intellectuels doit être conséquent avec les objectifs politiques du Parti. Ils n'appartiennent à un réseau indépendant qui explique des faits sociaux éloignés de la « réalité politique », au contraire, les intellectuels de cette période reproduisent un « document politisé de la réalité ». Cela est un comportement bolchevique des intellectuels. C'est une tradition bolchevique « anti-intellectualiste ». Il s'agit du Parti Bolchevique qui affirme le Parti comme l'intellectuel collectif et dans lequel survivent les intellectuels qui intériorisent et acceptent la position du Parti comme la leurs, et face à laquelle les intellectuels n'ont pas une attitude critique autonome. Les intellectuels qui ont accepté la société titiste et le Parti ont vécu une promotion accélérée dans leurs vies professionnelles (la facilité de publication, l'obtention de plusieurs bureaux d'étude, la protection sociale, entre autres). Les intellectuels qui critiquaient le régime communiste devenaient une cible pour l'organisation politique. Dans ce contexte, « le talent apparaît comme un stigma social »².

Les maisons d'édition, en particulier, reçoivent des ordres directs de l'État pour que se publie, dans la littérature artistique, nationale et scientifique, seulement celle qui véhicule une pensée directe avec la science marxiste : « Nous devons seulement jeter ce qui n'appartient pas au nouveau système social », affirmait Milovan Djilas, l'un des idéologues du Parti avant 1952. Après 1945, le contenu de tous les journaux et émissions de radio et de télévision sera pleinement conforme aux exigences de la société socialiste.

Quand l'éditeur ou l'auteur apportent leurs manuscrits à l'imprimerie, le chef de celle-ci est dans l'obligation d'adresser le texte à la commission du Parti concernée (municipale). Normalement, ces comités sont coordonnés par des personnes peu instruites, recrutées par leur fidélité à l'idéologie, auxquelles on assigne la tâche d'analyser l'écriture et ensuite d'envoyer leurs appréciations au CC. Après l'avis des experts de la municipalité, le bureau de la culture de la ville décidera le sort du manuscrit. Parfois, les membres de ces bureaux culturels n'ont pas besoin de considérer l'avis des experts municipaux car il suffit que l'auteur

² E. Goffman, *Stigma. Notes on the Management of Spoiled Identity*, Harmondsworth, London, 1973, p. 173. Selon Goffman, « An "excursion into the situation of persons who are unable to conform to standards that society calls normal," including "physically deformed people, ex-mental patients, drug addicts, prostitutes, or those ostracized for other reasons." »

apparaisse sur les « listes des ennemis du peuple » pour que le Comité rejette tacitement le manuscrit.

La production culturelle et intellectuelle cherche particulièrement le renouveau des membres des institutions culturelles et d'éducation. Le Comité Central assigne au Conseil pour l'agitation et la propagande, *Agit-prop*, le contrôle du domaine de la publication et de l'édition. Il s'occupe d'abolir toutes les institutions et associations culturelles privées, maisons d'éditions, librairies, salles de lectures, cinémas et de surveiller le comportement des intellectuels. En 1960, Djuro Gavella, responsable d'un nouveau projet d'éducation, présente le rapport sur le nouveau rôle de la culture et des intellectuels. Les institutions responsables d'établir une nouvelle littérature en Croatie, en Serbie et en Slovénie ordonnent l'élimination des publications reproduites par des imprimeries privées. Entre 1945 et 1958, parmi les auteurs bannis, nous trouvons Goethe, Shakespeare, Sremac, Nastasijević et le poète et médecin Svotislav Stefanović. D'après le rapport de Gavella, ces auteurs sont « honteux, obscurs et traîtres », et leurs livres sont ensuite détruits.

L'une des premières tâches de l'élite politique afin d'homogénéiser l'espace culturel est d'établir un contrôle de tous les moyens de diffusion de la pensée anti-titiste. Cette tâche représente l'une des premières stratégies dans la fondation du nouveau système politique. L'objectif est de remplacer les anciens cadres des universités, des journaux, des maisons d'édition, radio et télévision et, à leur place, de titulariser des hommes proches de la nouvelle élite politique. L'historienne Nataša Milićević affirme que les premières années de l'après-guerre sont marquées par une sévère confrontation entre deux groupes : le gouvernement révolutionnaire, d'un côté, et les citoyens et les élites, notamment celles éduquées dans la Yougoslavie royale, de l'autre. « Une partie des membres de la société civile est écartée définitivement, de plusieurs manières, de la vie sociale du pays (émigration, détention, assassinat). Pourtant une partie considérable participe, de différentes manières, aux activités sociales afin de s'intégrer à la nouvelle société. Cette intégration fait partie d'un « processus d'acculturation ». Elle implique des adaptations, des concessions et des engagements tant de la part du gouvernement que des citoyens. Milićević souligne que « l'adaptation de la société a été plus importante et nécessaire que celle de l'État ». En revanche, les personnes qui appartiennent à un cercle social différent, qui ont une manière différente de penser et qui, à cause de cela, ne font pas parti du processus d'acculturation risquent d'être considérées

comme « dangereuses », « collaboratrices de l'occupant », « spéculatrices » ou comme « ennemie public »³

Il a existé pourtant une autre manière pour mener une nouvelle vie dans la réalité de la post guerre en Yougoslavie : l'approbation du système politique et socio-économique. Cette approbation se faisait en abandonnant les éléments qui définissent les citoyens, à savoir, le pluralisme d'opinion, les droits politiques, les droits de propriété privé, le droit de libre initiative et les droits civils. Cette approbation de la réalité politique signifie également une acceptation de l'éducation impartie par le Parti. Les citoyens doivent s'harmoniser avec les « tendances générales » et cela est possible à travers la négation de l'individu. Graduellement, l'individu - citoyen est soumis et devient dépendant de l'État.

Les règles juridiques pour punir les attaques (d'écriture) de toutes sortes contre le régime sont quasiment absentes de la législation. En revanche son existence se vérifie dans la forme dont la punition est appliquée. La punition est possible seulement sur la base de la pratique laquelle se présente solide et sans défaut et son application est directe et évidente ou bien indirecte et occulte. Quant à la forme directe ou bien publique, elle a lieu devant le juge et avec la participation de la population. L'examen d'une œuvre d'art est devenu un spectacle, un happening, où les citoyens, les entreprises, les organisations, tous, pouvaient participer. La télévision, la radio, la presse, la révision du passé, tous les moyens possibles pour arrêter toute critique deviennent un dispositif de protection de l'État.

Les hommes instruits du Parti accomplissent un travail important car ils se chargent de légitimer la division de la société par le principe du « compromis ». Ce principe implique une politique de « prestige » laquelle s'applique à tout écrit littéraire ou œuvre artistique ou bien à tout intellectuel qui reproduit les paramètres idéologiques du pouvoir concernant la production intellectuelle. Le « discrédit » est le dispositif applicable à toute production intellectuelle menaçant l'unité idéologique. Le « prestige » n'est pas unilatéral, pour le nourrir une rétribution de la part des intellectuels est requise. Cela est possible grâce aux « éloges littéraires ». Après la prise du pouvoir par les communistes yougoslaves, les écrivains et les citoyens en utilisant l'expression littéraire manifestent de la loyauté au gouvernement et au leader suprême. Un exemple de cela est le discours de l'écrivain Ivo Andrić, au Premier Congrès de littérature yougoslave. Ce discours est un manifeste du rapport des intellectuels envers le pouvoir. « Nous devons également mentionner tous ces écrivains et travailleurs

³ N. Milićević, *Jugoslovenska vlast i srpsko gradjanstvo 1944-1950 (Les autorités yougoslaves et la citoyenneté serbe 1944-1950)*, Institut za noviju istoriju Srbije, Belgrade, chap. La répression et les réponses.

intellectuels, qui avec la plume et les armes ont participé dans la lutte de Libération nationale, qui ont sauvé l'honneur de notre peuple, et ont rendu possible le retour d'un sens à notre Histoire et de la dignité à nos vies. Le premier de ces hommes, qui fut le leader de cette lutte, créateur de cet ouvrage, et qui incarne tout cela, seulement pour nommer un seul héros national, est leader et maître de notre peuple, le Maréchal Tito »⁴.

Les élites intellectuelles proches du parti trouvent dans ce rapprochement à l'État un rapport au pouvoir. L'importance du soutien intellectuel envers Tito a sans doute joué sur le prestige du pouvoir. En renforçant l'autorité du souverain, les intellectuels assurent la discipline et le consentement de certains groupes indécis, et ils renforcent l'accord spontané des masses à l'intérieur du pays et sur le front international. Ils créent également un contexte significatif de démocratie et d'intelligentsia⁵.

À partir de 1962, la culture et les intellectuels évoluent dans un contexte d'ouverture. C'est le moment où la Fédération yougoslave s'éloigne du communisme soviétique et compte sur le soutien économique et politique des États-Unis et de l'Europe. Dans ce processus de différenciation, à nouveau la culture et les intellectuels apparaissent comme deux éléments clés. À l'intérieur du pays, il s'effectue des changements internes et il se met sur place une politique étrangère complètement différente de celle des pays communistes. Dans cette période, il existe une loi pour le rassemblement des travailleurs, une politique économique concrète appelée l'autogestion, et l'État offre un espace de liberté au niveau de la culture.

Pendant les années 60 et 70, Belgrade, Zagreb et Ljubljana vivent une activité culturelle, intellectuelle et scientifique très dynamique. Une voie de communication s'ouvre entre les productions intellectuelles de ces trois villes et les centres culturels européens. Des festivals de cinéma (BITEF, 1967), de musique (BEMUS), de théâtre, des discussions philosophiques avec des représentants émérites de la philosophie et de la sociologie et de l'art européen (Jean P. Sartre, Malraux, Pareto, Mosca, entre autres) en sont quelques exemples. Pendant une décennie (1964-1974) l'École d'été de Korcula regroupe des figures illustres de la philosophie et de l'histoire occidentale (Herbert Marcuse, Eric Fromm, Paul Ricoeur, Alfred Ayer, Ernst Bloch, entre autres) autour de fertiles débats avec les philosophes de la revue *Praxis* (Milan Kangrga, Rudi Supek, Gajo Petrović, Mihajlo Marković, Zagorka Golubović). Ces derniers ont gagné un certain prestige dans le monde philosophique européen. Durant cette période, les travaux de ces auteurs manifestent un esprit critique contre

⁴ « Prvi kongres književnika Jugoslavije (Premier congrès de littérature yougoslave) », *Mladost*, 1946, vol. 12

⁵ KULJIĆ, Todor, « Intellektualci o Tito » (Les intellectuels sous Tito), *Sociologija*, vol XXXIX, n° 2, 1997, p. 224.

les différentes expressions du dogmatisme idéologique, tel que le stalinisme. Ils adressent une critique courageuse au système politique yougoslave, singulièrement, au pouvoir du Parti gouvernant la société civile et ils montrent, également, un intérêt vers des valeurs universelles.

Le groupe *Praxis* et l'École de Korčula sont deux phénomènes de la vie intellectuelle yougoslave qui apparaissaient grâce à la démocratisation du système politique, qui se manifeste à travers l'autogestion et les libertés de la presse et de la publication. Les principaux problèmes de ces deux phénomènes de la vie intellectuelle yougoslave portent sur une analyse critique du stalinisme et, plus tard, du nationalisme. Les membres du groupe *Praxis* deviennent un point d'appui pour la critique à l'encontre du fonctionnement de l'État. À partir des années soixante, les mouvements artistiques qui apparaissent et qui veulent transformer la politique culturelle sont aussi influencés par *Praxis*. Le sociologue Nebojša Popov explique que ce travail de critique de plusieurs forces communes, unique à l'époque, a produit une réponse brutale de la part de la nomenklatura du Parti⁶.

Après les années soixante, les Yougoslaves peuvent suivre de près les débats, les publications et les nouvelles tendances de la critique sociale étrangère. Le monde libéral n'utilisait pas le mot « totalitarisme » pour désigner la Yougoslavie mais plutôt l'expression « système politique ouvert ». Les observateurs internationaux, les corps diplomatiques et les figures politiques soulignaient que dans la Fédération yougoslave il était possible de lire, de traduire et de publier un grand nombre d'ouvrages du bloc capitaliste.

La section de Belgrade, étant très active dans le domaine politique, est souvent en confrontation avec le Parti. Son travail théorique était étroitement lié à la critique sociale. En revanche, la section de Zagreb se consacrait à la théorisation philosophique. Elle était influencée par la pensée allemande, notamment par celle de Martin Heidegger et de Hans-Georg Gadamer qui avaient, eux-mêmes, dirigé les études de plusieurs membres de cette section. La section de Belgrade montrait une préférence pour les philosophes français, anglais et russes. Elle insistait sur la philosophie sociale et politique. Malgré cette hétérogénéité, les deux groupes s'entraidaient et collaboraient avec d'autres sections basées à l'étranger.

⁶ N. Popov, *Sloboda i nasilje. Razgovor o časopisu Praxis i Korčulanskoj letnjoj školi (Liberté et violence. Conversations sur le journal Praxis et l'École d'été de Kočula)*, Res publica, Belgrade, 2003, pp. 91-109.

Il y a dans les rangs de *Praxis* une génération formée dans plusieurs universités en Europe et aux États-Unis, des spécialistes de renommée internationale, notamment dans le domaine épistémologique, esthétique, éthique, moral et politique. Parmi eux, Mihajlo Marković termine sa thèse doctorale sous la direction du philosophe anglais Alfred Ayer et contribue profondément au renforcement de la théorie de la connaissance dans le milieu intellectuel serbe. En Croatie, Milan Kangrga et Gajo Petrović fournissent un apport philosophique remarquable sur les questions liées à l'ontologie en s'appuyant sur la philosophie classique allemande. Au moment des tensions avec les élites politiques, notamment en juin 1968, ils n'abandonnent pas le domaine de l'analyse philosophique et ils n'entrent pas dans la confrontation avec le Parti, ce qui leur permettra de conserver leurs postes universitaires, contrairement à la section de Belgrade.

Tous les membres de *Praxis* ont décidé d'examiner la conduite morale et les bases théoriques des leaders politiques yougoslaves et l'histoire du communisme international. Ils veulent critiquer le système socialiste sous le monopole d'un parti unique. Les intellectuels proches de *Praxis* pensent que ce groupe était un « oasis de la pensée libre ». Il faudrait ajouter que cet « oasis » était entouré par un grand désert : le pouvoir de Tito et du parti unique.

L'existence et la disparition du groupe *Praxis* dépendent de la manière dont Tito gère le pouvoir politique. Il existe parce que ses membres acceptent et légitiment le système politique établi qui n'est pas le résultat d'une instauration extérieure, soviétique ou occidentale. L'opposition qui n'avait pas accepté le système titiste et qui envisageait de créer un autre type de système politique avait été éliminée.

Les intellectuels de *Praxis* ont voulu critiquer le pouvoir du Parti et ils l'ont fait⁷. Ils pouvaient porter une critique envers l'idéologie titiste mais pas contre Tito et son pouvoir absolutiste qui perdure jusqu'à sa mort. L'une des caractéristiques de ce pouvoir est de permettre à la « dissidence » d'exister à travers le financement étatique et le soutien institutionnel⁸.

⁷ L. Veljak, « Tipologija kritike praxisa. (La critique typologique de Praxis) » dans *Aspekti praxisa. Refleksije uz 50. obljetnicu (Les aspects de Praxis. Réflexions lors de son 50ème anniversaire)*, Filozofski Fakultet Sveučilišta u Zagrebu., Zagreb, Croatie, 2015, pp. 49-57.

⁸ Le philosophe Mihailo Marković définit la notion de « critique » : « Critique is not something external to social science knowledge, it is not something that may (but need not) coexist with description, analysis, explanation and understanding. All social inquiry is incomplete that is reduced to a mere description, or to structural analysis without examination of the change of those structures. Equally incomplete is research that

Praxis n'était pas le seul à s'opposer au Parti, il y en avait plusieurs qui s'étaient développés à l'intérieur du système titiste. Il y avait une confrontation idéologique entre *Praxis* et les hommes autour de Đilas au sujet du « vrai socialisme » : Đilas était perçu par les membres de *Praxis* comme un social-démocrate lié au mouvement des travailleurs britanniques ainsi qu'aux sociaux-démocrates du nord de l'Europe. Cependant le sujet qui liait ces deux groupes, en apparence opposés, était la légitimité idéologique. Une caractéristique du groupe *Praxis*, étant aussi une caractéristique du réseau des intellectuels yougoslaves, est que les groupes d'opposition se disputaient continuellement la place du « meilleur communiste du pays ». C'est pour cette raison que les membres serbes de *Praxis* considéraient Milovan Đilas comme celui qui avait trahi le communisme.

Les intellectuels occidentaux qui visitent la Yougoslavie durant cette période constatent un intérêt de la part de l'État envers les discussions et la littérature aux cours des rencontres de l'école de Korčula. Les dirigeants de la section Croate savaient que ces conférences étaient suivies par une grande partie de la « jeunesse socialiste », qui trouvait attirant de critiquer l'Union Soviétique à travers une position marxiste très novatrice. Le Président de la Fédération yougoslave voulait également connaître ce qui se discutait et se publiait à Korčula. « Tito savait que les intellectuels du groupe *Praxis* gagnaient rapidement de la popularité chez les jeunes étudiants, les artistes et les écrivains. Il a donc voulu les suivre. Il a demandé à ce que tous leurs articles, leurs revues, leurs discussions et leurs publications lui soient transmises personnellement »⁹

En Serbie, il existait d'autres lignes qui contestaient certains aspects du pouvoir politique. En 1963, une ligne d'opposition « réformiste », ciblant l'économie avec l'introduction de la loi du marché, se créa autour de Milentije Popović, membre du Parti communiste appartenant à la première génération qui a participé à la guerre de Libération. Tito lui avait confié, à plusieurs reprises, la direction du ministère de l'économie, du commerce extérieur, de la recherche scientifique et également la présidence du comité central de planification. Un autre membre important est Mijalko Todorović, un cadre clé des services de sécurité, Président de l'Assemblée générale du Parti et ministre de l'agriculture et membre

seeks merely to explain and understand actually given phenomena without exploring the alternative possibilities » : M. Marković, « The idea of critique in social theory », *Praxis International*, Zagreb Yougoslavie, 1983. Cette définition de « critique » qui devient le slogan des intellectuels de *Praxis* est fortement contredite, en 1986, lors de l'apparition du *Mémoire de l'Académie de Sciences et des Arts*.

⁹ Latinka Perović fut secrétaire du Comité central entre 1968 et 1972. Témoignage personnel à l'auteur. Belgrade, printemps 2012.

du Conseil exécutif fédéral. Tito comptait sur ces deux hommes pour la direction de la Yougoslavie après sa mort. Ils ne pouvaient pas le décevoir. Par ce fait, cette opposition « réformiste » n'a pas eu un grand succès.

Il y avait également les fonctionnaires autour d'Alexander Ranković, chef des services secrets, qui soutenaient l'idée de l'unité nationale autour du sommet du Parti, cette idée était très proche de celle de la *Jugoslovenska državna bezbednost* - DB et du système de défense nationale. Pour de nombreuses personnes, il était la succession de Tito.

Le rôle des intellectuels dans la constitution des nouveaux États

L'écrivain français Julien Benda parle d'un paradigme. En 1927, il constate que, pendant la crise tragique de la fin des années trente, les intellectuels se tournent vers les valeurs cléricales et soutiennent l'ordre, un État fort et les idées fascistes, nationalistes ou communistes. Benda leur reproche de vouloir soutenir une idéologie bien définie. C'est phénomène est appelé par Benda « La trahison des clercs ». Ce paradigme explique que les intellectuels au lieu de répondre aux questions sur la crise politique, ils légitiment certaines idéologies ou mouvements.

À la fin de la guerre froide, l'Europe Centrale et l'Europe du Sud-Est expérimentent des mouvements populaires fortement redoutés par les structures politiques du communisme instauré. Le cas de *Solidarność* en Pologne démontre la fragilité du système soviétique. Malgré les différences économiques, politiques, sociales marquées entre la Yougoslavie et l'URSS, l'apparition des mouvements nationalistes et réformistes est décisive dans la transformation et ensuite dans la disparition de la Fédération yougoslave.

Dans le contexte du choc de l'écroulement de l'Union Soviétique et du socialisme en tant que système, les intellectuels issus du bloc communiste international, du monde libéral et du communisme dit « dissident », comme c'est le cas de la Yougoslavie, prennent la parole afin de participer à la transition. Des intellectuels de renom international donnent des réponses à la crise politique et sociale de la fin de la Guerre froide. Très peu d'intellectuels expliquent la crise politique, économique et idéologique à partir de leur domaine. Les économistes donnent une réponse néo-libérale au changement de l'Europe, les experts du droit international n'expliquent pas ce que le partage bipolaire signifiait et, par conséquent, le droit international est soumis à la délibération des forces internationales de sécurité. Enfin, les

politologues, possiblement le cas le plus invraisemblable, concluent que la crise de la fin de la Guerre froide pouvait se résoudre en réécrivant les documents officiels fondateurs du système communiste.

Le sociologue allemand Ralf Dahrendorf¹⁰ exprime ses réserves vis-à-vis de ces conclusions. Il avertit que la transition des pays issus du système communiste ne sera ni facile ni rapide. D'après lui, les pays en transition auront besoin de six mois pour écrire leurs Constitutions démocratiques libérales, six ans pour organiser une économie de marché basée sur ces nouvelles Constitutions et soixante ans pour établir une société civile¹. Les guerres de sécession de l'ex-Yougoslavie, des années quatre-vingt-dix, nous obligent à ajuster la théorie du professeur Dahrendorf. Dans certains pays post-yougoslaves, le temps de réalisation de la transition sera, effectivement, beaucoup plus long.

EN GUISE DE CONCLUSION

Dans la Yougoslavie fédérale, trois types visibles d'intellectuels apparaissent sur la scène publique. Premièrement, entre 1945 et 1960, l'intellectuel se présente, comme une figure engagée avec le système socialiste autogestionnaire, et par conséquent il véhicule et défend à tout prix les interprétations que l'élite politique fait de l'ensemble de la société ou des sciences. Il s'agit d'un intellectuel qui est en accord avec l'idéologie. Deuxièmement, à partir de 1960, l'intellectuel maintient une position critique vis-à-vis de l'État, l'autogestion et l'élite politique. Il cherche à s'éloigner de la position orthodoxe recommandée par le Parti. Notamment, celle édictée par l'arbitre de la politique culturelle soviétique Jdanov en 1945 : les intellectuels sont « les ingénieurs de l'esprit humain ». Une troisième figure majeure apparaît après les années quatre-vingt. C'est l'intellectuel qui devient politicien. Il n'est pas uniquement engagé dans la réflexion philosophique, historique, scientifique, mais aussi dans la sphère publique et politique.

Cette troisième figure d'intellectuel apparaît au moment où le socialisme yougoslave décline, en particulier à partir des années quatre-vingt. Son développement commence avec la critique des formes d'applicabilité de l'idéologie, ensuite avec la critique de la disparition du système communiste yougoslave et finalement il atteint sa phase ultime avec l'adhésion aux gouvernements démocratiques de la fin des années quatre-vingt-dix. Dans l'apparition du

¹⁰ DAHRENDORF Ralf, *Réflexions sur la révolution en Europe, 1989-1990*, Seuil, 1991.

pluralisme intellectuel de la fin des années quatre-vingt, la plupart des intellectuels issus du communisme yougoslave se déclarent démocrates.

Il convient d'ajouter que, pendant l'existence de la Yougoslavie fédérale, il a existé d'autres intellectuels qui ont critiqué l'État yougoslave. D'un côté, les intellectuels qui ont émigré en Occident, particulièrement en Angleterre, aux États-Unis et en France. Ils ont formé des lignes d'opposition et de critique opposées à la politique titiste. Et de l'autre, des intellectuels, critiques, opposés au système, mais qui sont restés dans le pays et qui furent exécutés ou occultés à cause de leurs positions intellectuelles.

En 1989, tous les intellectuels de la Yougoslavie étaient confrontés à répondre à la question sur qu'est-ce que la chute du mur de Berlin signifie pour la Serbie, la Croatie et Slovène et quel est le positionnement de ces républiques dans le contexte international et régional. Ces questions étaient très importantes pour les sociologues, les historiens et tous ceux qui s'occupaient de la culture.

Prenons l'exemple de la Serbie. Des intellectuels de renom, appartenant à l'importante institution de la science et de la culture (SANU) ont commencé à répondre à ces questions plus ouvertement en 1986 quand ils écrivent « Le mémorandum de la SANU ». Les auteurs de ce document ont essayé de donner de réponses à la crise politique, économique et sociale de la Yougoslavie fédérale. Quelques années plus tard, ce document est qualifié par le gouvernement comme un document à caractère nationaliste.

En 1990 en Serbie, les intellectuels ne fréquentent pas les lieux publics, comme les conférences et les universités, pour répondre aux questions de la crise de l'État yougoslave mais ils forment des partis politiques et ils s'engagent politiquement. Il y a ici un compromis des intellectuels dans le pouvoir politique. Ces intellectuels qui ont toujours vécu le milieu universitaire, sans une expérience importante dans la politique, ont formé des partis politiques non seulement en Serbie mais dans toutes les autres ex Républiques. En Serbie, le Parti Démocratique se présente comme une « opposition ». (Vuk Drašković – mouvement de renouveau serbe – Kosta Čavoški – parti démocratique). Leur carrière d'écrivains et des professeurs est, d'une certaine façon, remplacé par des responsabilités au sommet du pouvoir.

L'impact du travail des intellectuels sur la société civile serbe pouvait se lire sur deux graffites écrits à l'extérieur de deux grandes institutions en Serbie : La faculté de droit et la SANU. Le premier à la faculté de droit affirmait : « tout le mal de ce pays provient de cette maison ». Le deuxième sur les murs de la SANU : « Les académiciens et les intellectuels sont responsables de notre situation ».

Les fondateurs de la plupart des partis politiques en Serbie sont des intellectuels de premier ordre dans l'université de Belgrade. Ces intellectuels, auparavant critiques du Parti Communiste, entrent dans la logique du Parti. En 1990 ils sont en face d'un homme puissant du pouvoir : Slobodan Milošević.